



Cambrai, le 21 octobre 2025

Madame Corine de Bilbao
Présidente de Microsoft France
37/45

37 Quai du Président Roosevelt
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

Alexandre BASQUIN

SÉNATEUR
DU NORD

Membre de la Commission
de l'aménagement du
territoire et du
développement durable

Membre du groupe
d'études « Numérique »

a.basquin@senat.fr

<https://alexandrebasquin.fr>

Permanence parlementaire :
7, rue des Cordiers
59400 CAMBRAI
Tel : 03.27.83.08.21.

Sénat :
15, rue de Vaugirard
75006 PARIS

Madame la Présidente,

La décision de Microsoft de mettre un terme au support gratuit de Windows 10, à l'automne 2025, est profondément injuste et déplacée.

Sous couvert d'un simple « cycle de vie produit », cette mesure aura des conséquences majeures : elle privera de mise à jour de sécurité des centaines de millions d'ordinateurs encore en parfait état de marche, dont une part considérable du parc français. Sont aussi bien concernés les entreprises privées que les particuliers et de nombreuses institutions publiques.

Microsoft oblige ainsi des millions d'utilisateurs à un renouvellement forcé de matériel pour des raisons soi-disant techniques alors qu'il s'agit ici, avant tout, de logiques de rentabilité et d'optimisation des profits.

Ainsi, Windows 10 cesse d'être utilisable non par usure et ancienneté mais par décision unilatérale du fabricant. Vous comprendrez aisément que nous sommes nombreux à considérer cette décision comme scandaleuse.

D'autant qu'elle est également socialement irresponsable et écologiquement désastreuse.

À l'heure où nous devons œuvrer collectivement pour prolonger la durée de vie des équipements électroniques, votre décision va à rebours des actions à mener pour préserver notre planète.



- 2 -

Microsoft ne peut ignorer qu'une telle décision fragilise les objectifs de sobriété numérique que nous tentons d'atteindre.

C'est ainsi d'ailleurs, que depuis 2015, la loi française interdit l'obsolescence programmée et la réduction délibérée de la durée de vie d'un produit.

Microsoft foule donc au pied, toute honte bue, cette interdiction et fait œuvre d'un profond mépris social, environnemental et juridique.

En tant qu'acteur mondial, votre société a pourtant les moyens d'être exemplaire. Encore faut-il en avoir la volonté et cesser de détourner le regard.

Je me permets donc de vous adresser cette missive pour vous exprimer une colère légitime face à cette décision inique, mais aussi cette logique mortifère et court-termiste qui semble guider votre enseigne.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, mes plus sincères salutations.



Alexandre BASQUIN
Sénateur du Nord